

## Sous-commission paritaire pour le fibrociment

### CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 27 OCTOBRE 2005 RELATIVE À UN AVANTAGE SOCIAL COMPLÉMENTAIRE OCTROYÉ PAR LE FONDS SOCIAL POUR LE FIBROCIMENT

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de certains articles de la convention collective de travail du 21 décembre 1988 et du 7 mars 1989 instituant un fonds de sécurité d'existence et fixant ses statuts, modifiée par la convention collective de travail du 22 mai 1989 et la convention collective de travail du 20 septembre 1993.

#### **CHAPITRE 1<sup>er</sup>. CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente convention s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le fibrociment.

Par « ouvriers », on entend : les ouvriers et les ouvrières.

#### **CHAPITRE 2. AVANTAGE SOCIAL COMPLEMENTAIRE**

**Art. 2.** En exécution de l'article 6 de la convention collective de travail des 21 décembre 1988 et 7 mars 1989 portant les statuts du Fonds social de l'industrie du fibrociment, une prime syndicale est octroyée:

#### **CHAPITRE 3. BENEFICIAIRES**

**Art. 3.** Peuvent prétendre à la prime syndicale prévue au chapitre 2 de la présente convention, les catégories d'ouvriers suivantes :

- A. les travailleurs actifs, à savoir les travailleurs qui travaillent effectivement, visés à l'article 1er de la présente convention, ainsi que les travailleurs y assimilés mentionnés ci-après :
  - o 1. les travailleurs malades, les travailleurs atteints d'une maladie professionnelle et les victimes d'un accident ou d'un accident de travail, jusqu'à l'année au cours de laquelle ils atteignent une absence de 365 jours civils;
  - o 2. les prépensionnés et les pensionnés jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle ils quittent le service;
  - o 3. les ouvriers qui font appel à l'article 4 de la convention collective de travail du 10 juin 2003 relative à l'accord national pour les années 2003-2004, à savoir la retraite anticipée à partir de l'âge de 55 ans ou de la convention collective de travail du 27 juin 2005 relative au départ anticipé à partir de 55 ans, jusqu'à la fin de l'année civile pendant laquelle ils quittent le service.
- B. Les travailleurs non actifs, à savoir :
  - o 1. les ouvriers qui restent liés par un contrat de travail d'ouvrier, après les assimilations prévues au point A, en raison du prolongement de leur incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident, d'une maladie professionnelle ou d'un accident de travail;
  - o 2. les ouvriers ayant obtenu après le 1er janvier 1991 le statut de prépensionné, à partir de l'année suivant celle pendant laquelle ils quittent le service;

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR-ENREGISTR.

29 -11- 2005

23 -12- 2005

77.857 | 6 | 10603

- e
- o 3. les ouvriers qui font appel à l'article 4 des conventions collectives de travail des 10 juin 1999, 13 juin 2001 et 10 juin 2003, à savoir la retraite anticipée à partir de l'âge de 55 ans ou de la convention collective de travail du 27 juin 2005 relative au départ anticipé à partir de 55 ans, à compter de l'année suivant celle pendant laquelle ils quittent le service, et ce, tant qu'ils restent dans ce régime.

#### **CHAPITRE 4. CONDITIONS D'OCTROI**

**Art. 4.** L'avantage social prévu au sous-article 2 est octroyé aux ouvriers visés à l'article 3 et qui remplissent les conditions suivantes:

1. être liés par un contrat de travail d'ouvrier;
2. travailler ou avoir travaillé effectivement dans l'entreprise, liés par un contrat de travail, pendant deux mois au moins;
3. être affilié à une des organisations syndicales reconnues durant la période pour laquelle l'intervention est d'application.

En outre, il y a lieu de prendre en considération les prescriptions de l'article 6, 2ème alinéa de la présente convention.

#### **CHAPITRE 5. MONTANT DE LA PRIME SYNDICALE**

**Art. 5.** En faveur des ouvriers visés à l'article 3 A de la présente convention, il est octroyé une intervention définie à l'article 2 qui s'élève à 128,00 EUR par an.

**Art. 6.** En faveur des ouvriers visés à l'article 3 B de la présente convention, il est octroyé une intervention définie à l'article 2, qui s'élève à 89,24 EUR par an pour au maximum 10 années successives. Après ce délai, une reprise du travail est nécessaire, comme prévu à l'article 4, point 2, avant de pouvoir prétendre à nouveau à cette allocation.

**Art. 7.** Sans préjudice des dispositions reprises à l'article 4, point 2, il est alloué aux bénéficiaires qui ne satisfont pas durant une année civile complète de 12 mois, aux conditions reprises aux points 1 et 3 du même article, un prorata par mois civil ou mois civil entamé, pour ce qui concerne :

- a. les travailleurs actifs définis à l'article 3 A, s'élevant à 10,6666 EUR par mois;
- b. les travailleurs non actifs définis à l'article 3 b, s'élevant à 7,44 EUR par mois.

#### **CHAPITRE 6. REGLES GENERALES DE FONCTIONNEMENT**

**Art. 8.** Chaque employeur visé à l'article 1er de la présente convention, remet à chacun des travailleurs visés à l'article 3, un document. Un modèle de ce document est établi par le comité de gestion du fonds social.

**Art. 9.** Les ouvriers qui remplissent les conditions définies au chapitre 3 de la présente convention, remettent ce document, dûment rempli, à leurs organisations syndicales respectives.

**Art. 10.** Les documents visés à l'article 9 doivent être introduits au secrétariat du fonds social conformément aux dispositions prises par le comité de gestion du fonds social.

#### **CHAPITRE 7. FINANCEMENT**

**Art. 11.** En exécution de l'article 14 des statuts du fonds et moyennant observation des dispositions du chapitre 5 des statuts précités, les employeurs visés à l'article 1er de la présente convention versent, par trimestre à partir du 01.01.2005, une cotisation de 36,5

8

EUR, par ouvrier visé à l'article 1er de la présente convention, et ayant effectué des prestations et/ou jours assimilés sur la déclaration à l'Office national de Sécurité sociale jusqu'à la fin du trimestre. Par "jours assimilés", on entend les jours d'absence au cours des douze premiers mois de l'interruption de travail.

**Art. 12.** L'année de référence se rapporte à la période comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année civile précédente.

**Art. 13.** Les montants dus doivent être versés ou transférés par les employeurs au numéro de compte du Fonds social pour le fibrociment avant la fin du mois de février de l'année civile qui suit l'année de référence.

**Art. 14.** Les employeurs sont tenus de déposer au comité de gestion du fonds social un aperçu du nombre de travailleurs auquel les cotisations sont applicables, dans le mois qui suit la remise des déclarations ONSS.

**Art. 15.** A défaut de versement ou virement dont question à l'article 13, une hausse de 10 % du montant dû au fonds majorée des intérêts de retard de 10 % est calculée à partir du premier mois du deuxième trimestre de l'année civile suivant l'année de référence, sans qu'une mise en demeure ne soit exigée.

**Art. 16.** Le montant de ces cotisations patronales ne peut être modifié que par convention collective de travail, conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour le fibrociment.

**Art. 17.** La convention collective de travail du 10 juin 2003, en exécution de certains articles des statuts, enregistrée sous le numéro 68223/CO/10603, est abrogée.

#### **CHAPITRE 8. DUREE DE VALIDITE**

**Art. 18.** La présente convention collective de travail produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant respect d'un préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour le fibrociment.

Ce préavis doit mentionner :

- Le motif de la dénonciation ;
- Les propositions de modifications.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 27 OKTOBER 2005  
BETREFFENDE AANVULLEND SOCIAAL VOORDEEL TOEGEKEND DOOR HET  
SOCIAAL FONDS VOOR DE VEZELCEMENT**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van sommige artikelen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 1988 en 7 maart 1989 tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van zijn statuten, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 mei 1989 en de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 september 1993.

**HOOFDSTUK 1. TOEPASSINGSGBIED**

**artikel 1.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de vezelcement.

Onder "arbeiders" wordt verstaan : arbeiders en arbeidsters.

**HOOFDSTUK 2. AANVULLEND SOCIAAL VOORDEEL**

**Art. 2.** In uitvoering van artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 december 1988 en 7 maart 1989 houdende de statuten van het Sociaal Fonds voor de vezelcement, wordt een vakbondspremie toegekend.

**HOOFDSTUK 3. GERECHTIGDEN**

**artikel 3.** Kunnen op de in hoofdstuk 2 van huidige overeenkomst bepaalde vakbondspremie aanspraak maken, de volgende categorieën arbeiders :

- a. De actieven. dit wil zeggen de effectief werkenden, bepaald bij artikel 1 van huidige overeenkomst, alsook de hierna vermelde gelijkgestelden :
1. de zieken, de beroepszieken en de slachtoffers van een ongeval of arbeidsongeval, tot en met het jaar waarin zij de 365 kalenderdagen afwezigheid bereiken;
  2. de bruggepensioneerden en gepensioneerden tot en met het einde van het kalenderjaar van hun uitdiensttreding;

NEERLEGING-DEPOT | REGISTR-ENREGISTR.

29 -11- 2005

23 -12- 2005

77.857 16 110603

3. de arbeiders die gebruik maken van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juni 2003 houdende betreffende nationaal akkoord voor de jaren 2003-2004, (nl. vervroegd uittreden vanaf de leeftijd van 55 jaar) of van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2005 betreffende vervroegd uittreden vanaf 55 jaar, tot en met het einde van het kalenderjaar van hun uitdiensttreding.

b. De niet-actieven, dit wil zeggen :

1. de arbeiders die verbonden blijven door een arbeidsovereenkomst voor arbeiders, na de gelijkstellingen vermeld onder punt a, wegens verdere ongeschiktheid ingevolge ziekte, ongeval, beroepsziekte of arbeidsongeval;
2. de arbeiders die na 1 januari 1991 het statuut van bruggepensioneerde hebben bekomen, vanaf het jaar volgend op hun uitdiensttreding;
3. de arbeiders die gebruik maken van artikel 4 van de CAO van 10 juni 1999, 13 juni 2001 en 10 juni 2003, nl. vervroegd uittreden vanaf de leeftijd van 55 jaar of van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2005 betreffende vervroegd uittreden vanaf 55 jaar, vanaf het jaar volgend op hun uitdiensttreding en dit zolang zij in deze regeling blijven.

#### **HOOFDSTUK 4. VOORWAARDEN VAN TOEKENNING**

**art. 4.** Het in subartikel 2 bepaald sociaal voordeel wordt aan de arbeiders, bepaald bij artikel 3 toegekend die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst voor arbeiders;
2. gedurende minimum twee maanden volledig daadwerkelijk gepresteerde tewerkstelling onder arbeidsovereenkomst in de onderneming hebben of gehad hebben;
3. aangesloten zijn bij één van de erkende vakorganisaties voor de periode waarop de tegemoetkoming van toepassing is.

Tevens dienen de voorschriften vervat in artikel 6, tweede lid van huidige overeenkomst in acht genomen.

#### **HOOFDSTUK 5. BEDRAG VAN DE VAKBONDSPREMIE**

**art. 5.** Ten behoeve van de arbeiders bepaald bij artikel 3.a. van huidige overeenkomst, wordt een tegemoetkoming bepaald bij artikel 2 toegekend ten bedrage van 128,00 EUR per jaar.

**art. 6.** Ten behoeve van de arbeiders bepaald bij artikel 3.b. van huidige overeenkomst wordt een tegemoetkoming bepaald van artikel 2 toegekend ten belope van 89,24 EUR per jaar voor maximum 10 opeenvolgende jaren.

Na deze termijn is een werkhervatting zoals bepaald in artikel 4.2., nodig, vooraleer men opnieuw op deze tegemoetkoming aanspraak kan maken.

**art. 7.** Onverminderd de bepalingen vervat in artikel 4.2., wordt ten behoeve van de gerechtigden die niet gedurende een volledig kalenderjaar van 12 maanden voldoen aan de voorwaarden vermeld in punt 1 en punt 3 van hetzelfde artikel, een pro rata uitgekeerd per kalendermaand of begonnen kalendermaand wat betreft :

- de actieven bepaald bij artikel 3.a., ten belope van 10,6666 EUR per maand;
- de niet-actieven bepaald bij artikel 3.b., ten belope van 7,44 EUR per maand.

**HOOFDSTUK 6. ALGEMENE REGELN VAN WERKING**

**art. 8.** Iedere werkgever bepaald bij artikel 1 van huidige overeenkomst overhandigt aan eenieder van de in artikel 3 bedoelde arbeiders een document. Model hiervan wordt opgesteld door de raad van bestuur van het sociaal fonds.

**art. 9.** De arbeiders die voldoen aan de voorwaarden bepaald bij hoofdstuk 3 van huidige overeenkomst maken dit document degelijk ingevuld over aan hun respectieve vakbondsorganisaties.

**art. 10.** De documenten bepaald in artikel 9 worden volgens de schikkingen getroffen door de raad van bestuur van het sociaal fonds ingediend op het secretariaat van het sociaal fonds.

**HOOFDSTUK 7. FINANCIERING**

**art. 11.** In uitvoering van artikel 14 van de statuten van het fonds en mits inachtnaam van de beschikkingen vervat in hoofdstuk 5 van genoemde statuten, storten de bij artikel 1 van huidige overeenkomst bedoelde werkgevers een bijdrage van 36,5 EUR per kwartaal vanaf 01.01.2005 per arbeider (zoals bepaald bij artikel 1 van huidige overeenkomst), die prestaties en/of gelijkgestelde dagen op de aangifte aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid heeft tot op het einde van het kwartaal. Onder "gelijkgestelde dagen" wordt verstaan de afwezigheidsdagen begrepen in de eerste twaalf maanden van de arbeidsonderbreking.

**art. 12.** Het referentiejaar heeft betrekking op de periode begrepen tussen 1 januari en 31 december van het voorgaande kalenderjaar.

**art. 13.** De verschuldigde bedragen moeten door de werkgevers worden gestort of overgeschreven op het rekeningnummer van het Sociaal Fonds voor de vezelcement voor het einde van de maand februari van het kalenderjaar volgend op het refertejaar.

**art. 14.** De werkgevers zijn ertoe gehouden binnen de maand, volgend op het indienen van de R.S.Z.-aangiften, een overzicht bij de raad van bestuur van het sociaal fonds neer te leggen, met betrekking tot het aantal personeelsleden waarop de bijdragen van toepassing zijn.

**art. 15.** Bij het uitblijven van de storting of overschrijving waarvan sprake in artikel 13, wordt vanaf de eerste maand van het tweede trimester van het kalenderjaar dat volgt op het refertejaar, een verhoging aangerekend van 10% van het aan het fonds verschuldigde bedrag, verhoogd met 10% verwijlntresten, zonder dat hiervoor ingebrekestelling vereist is.

**art. 16.** Het bedrag van deze werkgeversbijdragen kan alleen gewijzigd worden bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Subcomité voor de vezelcement.

**art. 17.** De collectieve arbeidsovereenkomst van 10 juni 2003 in uitvoering van sommige artikelen van de statuten, geregistreerd onder het nummer 68223/CO/10603, wordt opgeheven.

## **HOOFDSTUK 8. GELDIGHEIDSDUUR**

**art. 18.** Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van ten minste drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht tot de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de vezelcement.

Deze opzegging dient te vermelden:

- de redenen van de opzegging;
- de voorstellen tot wijziging.